

<https://www.elcorreo.eu.org/AMERIQUE-POUR-LES-US-AMERICAINS>

AMERIQUE POUR LES (US) AMERICAINS

- Empire et Résistance - Ingérences, abus et pillages -

Date de mise en ligne : lundi 19 janvier 2026

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

À la folie de s'obstiner à construire un mur entre son pays et le Mexique, et maintenant à envahir la Colombie, Cuba et le Groenland, Trump a ajouté une autre de ses provocations habituelles : il vient d'annoncer la « stricte application » de la fameuse doctrine Monroe, proclamée pour la première fois en 1823.

Rappelons-nous que cette doctrine a émergé au XIXe siècle – alors que l'immense empire espagnol sur notre continent était déjà en déclin – et que d'autres puissances européennes (l'Angleterre, la France et la Russie, notamment) commençaient à se frotter les mains et à s'enthousiasmer à l'idée d'un possible partage des richesses du Nouveau Monde. Mais les États-Unis, déjà solidement implantés sur leur territoire, ont rapidement défendu leurs intérêts et proclamé – au monde en général et à l'Europe en particulier – que « l'Amérique aux Américains ». Mais comme ils s'étaient déjà approprié le gentilé « Amérique », cela revenait pratiquement à proclamer : « *L'Amérique aux Nord-Américains !* » Et peu à peu, il est devenu évident que la situation était grave.

Des frontières qui s'étendent

Le premier quart du XIXe siècle fut marqué par les guerres menées par les Latino-Américains contre l'Espagne et la formation de petites « républiques » indépendantes, dont beaucoup étaient géographiquement intenables. Les quatre décennies suivantes furent consacrées à des conflits internes, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de chacune de ces républiques. En bref, près de soixante-dix ans de guerres civiles et régionales s'abattirent sur l'ancienne Amérique espagnole, nous laissant aussi épuisés qu'appauvris.

Pendant ce temps, en Amérique du Nord, un géant se développait, qui allait remplacer non seulement l'Espagne, mais aussi l'Angleterre elle-même, à la tête du nouvel ordre mondial naissant. Un géant qui, « à grands pas », comme dirait Rubén Darío, s'appropria progressivement une grande partie du territoire hispano-américain et finit par prendre le nom d'Amérique : très vite, ce nom ne désignerait plus que l'Amérique du Nord, et le reste du monde se retrouverait à nouveau en quête d'un nom approprié. Mais il est important de noter que, dans l'imaginaire nord-américain, ce Sud ne se limitait plus au Rio Grande, mais s'étendait jusqu'au futur canal de Panama. La même année où se tenait la Conférence Panaméricaine à Washington, le président US Rutherford B. Hayes proclama que le futur canal maritime (dont la construction, menée par les Français, venait d'être interrompue) « devait être sous contrôle *américain*, car il constituait de fait une partie intégrante du littoral *américain* ».

C'était on ne peut plus clair ! Bien sûr, dans le contexte du panaméricanisme, de telles mesures furent d'abord présentées comme une « défense de la souveraineté américaine » face aux ambitions européennes, mais la situation évolua par la suite. C'est pourquoi, la même année, le Sénat américain rejeta l'*« Union centraméricaine »*, arguant qu'une telle union des républiques d'Amérique Centrale « violait ses droits douaniers avec le Nicaragua et le Costa Rica », avec lesquels il avait déjà conclu des accords bilatéraux. Ainsi, une politique continentale fondée sur deux piliers fondamentaux fut définie :

1. que la seule organisation politique valable sera la nouvelle « Union panaméricaine », transformée en 1948 en l'actuelle Organisation des États américains (OEA). Par conséquent, tout traité sous-régional doit être subordonné au panaméricanisme intégral et ne pas contredire ses principes politiques et économiques, à savoir : une seule Amérique (dont le siège est à Washington, bien sûr), les marchés libres et la « compréhension » démocratique des intérêts du Grand Frère ;

1. En échange d'une telle délégation, les États-Unis se porteraient garants militaires de l'ensemble de la région contre d'éventuelles menaces extérieures (européennes ou autres) et fourniraient une aide économique aux pays acceptant leur autorité. Ces deux points constituerait les fondements de son panaméricanisme, qui, par conséquent, ne sont ni cédés ni négociables. Seul le reste pourrait faire l'objet de discussions ultérieures.

États-Unis : Le nouveau peuple élu

Par conséquent, le consensus néolibéral qui a façonné la politique latino-américaine dans les années 1990 n'était pas une invention originale de Reagan et Bush, mais plutôt le prolongement naturel de celui qui a débuté à la fin du XIXe siècle. Ce premier consensus de Washington a maintenant un siècle ; la terminologie employée aujourd'hui est plus « technique » et semble moins brutale que la tristement célèbre politique du « gros bâton » du XIXe siècle . Ces initiatives, qui ont fièrement inspiré des personnalités comme Adams, Monroe ou William Walker, et qui incluent peut-être encore aujourd'hui des recommandations en faveur des « droits de l'homme » (Carter, Clinton, Obama), visent essentiellement le même objectif : sur le plan économique, l'Initiative pour les entreprises des Amériques, la ZLEA, l'ALENA et le libre marché ; sur le plan politique, l'OEA, les démocraties sous surveillance, la coordination institutionnelle contre l'« ennemi commun » (toujours menaçant et en perpétuelle mutation !), et, si nécessaire, la protection militaire et économique des États-Unis.

Quiconque ignore l'histoire de ces gestes et les considère comme des développements entièrement nouveaux, propres au monde globalisé actuel (et commet par ailleurs l'erreur de présenter les États-Unis comme une énième « victime » de la mondialisation) en paiera le prix fort sur le plan intellectuel. Un prix tout aussi élevé, bien sûr, que celui de quiconque croit – à l'opposé – que le vieux romantisme déclamatoire et anti-américain est la réponse appropriée à la situation actuelle.

Aucune de ces affirmations n'est vraie. Comme presque toujours, la vieille « prudence » l'emporte. L'idéologie du Consensus de Washington de 1889 et de l'Union panaméricaine qui en résulta se concrétisa en deux résolutions fondamentales que les États-Unis examinèrent d'abord isolément, puis communiquèrent officiellement au monde : la doctrine Monroe (1823) et la doctrine de la Destinée manifeste (1845). Par souci de concision, nous résumerons ici leurs principes fondamentaux, tout en reconnaissant leur complexité et leur richesse symbolique.

La doctrine Monroe, qui proclame « L'Amérique aux Américains », fut promulguée spécifiquement pour régler les différends avec la Russie concernant l'Alaska, mais elle constitue en réalité un avertissement à toutes les puissances européennes ayant des intérêts sur les territoires américains.

Les États-Unis leur déclarèrent :

« Nous n'avons jamais pris part aux guerres des puissances européennes ni aux affaires les concernant, et notre politique n'est pas de le faire », et les avertirent également que « le continent américain ne saurait être considéré comme un territoire à coloniser par quelque puissance européenne que ce soit ».

Elle crée littéralement une « réserve de marché », et pour lever toute ambiguïté, elle ajoute : « Par nécessité et pour des raisons évidentes à tout observateur éclairé et impartial, nous sommes plus directement intéressés par les événements de cet hémisphère. » De là découle la thèse de la Destinée manifeste des États-Unis : cette idée persistante d'être la seule nation capable d'assumer la poursuite de l'œuvre de Dieu en ce monde. Les États-Unis se sont toujours considérés comme un peuple élu et, de par cette élection, ont reçu une mission divine : être les fidèles gardiens de la « Liberté ». Ce mythe sacré de la Liberté (dans ses trois dimensions : religieuse, politique et économique) est ce qui, des Pères fondateurs à nos jours, a nourri l'imaginaire collectif *américain*. Tout ce que les États-Unis font ou ne font pas, encouragent ou entravent, tuent ou protègent, subissent ou causent des souffrances,

sera toujours destiné à l'accomplissement de cette « mission suprême ». Pour sauvegarder la Liberté assiégée (de la Sainte-Alliance européenne au terrorisme contemporain). C'est pourquoi ses guerres sont toujours menées pour le Bien, et ses ennemis, au contraire, incarnent « l'axe du Mal ».

Quiconque minimise ou ne comprend pas l'immense pouvoir symbolique de cette composante profonde de la conscience collective *américaine* se trompe lourdement. C'est aussi simple qu'implacablement efficace. Une philosophie qui se résume en un seul mot : Liberté, à condition que ce mot soit identifié au « Je ». Depuis que les États-Unis ont épousé la Liberté – et que Dieu a béni cette union –, cette *Liberté* leur est réservée. En réalité – comme elle le dit elle-même – elle est la seule nation libre et démocratique d'Amérique, raison pour laquelle, lorsque les Français lui ont offert un portrait de son « épouse » enchassé dans un vase de bronze (la fameuse statue à la torche enflammée), elle lui en a été éternellement reconnaissante, l'a placée à l'entrée du port de New York et en a fait l'un de ses symboles nationaux. Ils l'ont véritablement ressenti comme une passation de flambeau : ils étaient au Nouveau Monde ce que la Révolution française était à l'Ancien.

Le [**Comte d'Aranda**](#) avait vu juste lorsqu'il écrivait à Charles III en 1783 (année même où la couronne espagnole reconnaissait l'indépendance des treize colonies) :

La nouvelle puissance, formée dans un pays où rien ne peut freiner son progrès, nous troublera lorsqu'elle sera en mesure de le faire. »

Et c'est ce qui arriva ; elle ne tarda pas à nous troubler tous. Et c'est ce qui s'est passé : la situation a rapidement commencé à nous mettre tous mal à l'aise. Et elle continue de le faire, maintenant avec Trump, de manière grossière et flagrante.

Mario Casalla* pour [**La TecI@ Eñe**](#)

[**La TecI@ Eñe**](#) Buenos Aires, le 8 janvier 2026.

***Mario Casalla.** Philosophe et écrivain, il préside l'Association latinoaméricaine de philosophie et de sciences sociales (ASOFIL).